



Médiation du crédit aux entreprises

Entre le 27 septembre et le 11 octobre 2009, le dispositif de la médiation du crédit a reçu 626 dossiers, portant à 17 490 le nombre de dossiers déposés en médiation. En données cumulées, le nombre de dossiers pris en charge par les équipes de la médiation s'élève à 84 %, représentant 3,13 milliards d'euros d'encours de crédit traités. 83 % des dossiers éligibles sont désormais instruits et clôturés. Le dispositif de la médiation a permis de conforter près de 7 809 entreprises, de débloquer 1,64 milliard d'euros de crédit et de préserver 155 689 emplois.

Dans son rapport, la médiation du crédit observe que les entreprises de moins de 10 salariés représentent la majorité des demandeurs avec des besoins de financement inférieurs à 50 000 euros.

En données cumulées, le taux de la médiation réussie est de 64,2 % mais le taux de la période est en recul (59 % contre 62,3 % précédemment). Ce recul s'expliquerait par : - une complexité accrue des dossiers déposés bien souvent trop tardivement en médiation, des situations financières de plus en plus dégradées, ce qui conduit parfois la Médiation à rediriger les entreprises vers les trésoriers-payeurs généraux ou vers les cellules de prévention des tribunaux de commerce ; - le traitement favorable par un nombre grandissant de banques des dossiers qui leur semblent comporter un risque supportable afin d'éviter la saisine du Médiateur.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Renouvellement de M. Noyer au poste de Gouverneur de la Banque de France

Sur proposition du Premier ministre, M. Christian Noyer a été, lors du conseil des ministres du 28 octobre 2009, reconduit au poste de Gouverneur de la Banque de France pour un second mandat de six ans à compter du 1^{er} novembre 2009.

Renforcement de l'efficacité de la procédure de surendettement

Au cours de son déplacement dans une commission de surendettement de Seine-Saint-Denis afin de tirer les premiers enseignements des assises régionales du surendettement organisées par la Banque de France en mai et juin derniers, Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi a présenté un certain nombre de mesures qui seront intégrées dans le projet de loi sur la réforme du crédit à la consommation adopté par le Sénat le 17 juin et qui doit être débattu par l'Assemblée nationale en décembre. Mme Lagarde s'est engagée : 1 - confirmer l'éligibilité à la procédure de surendettement des ménages surendettés propriétaires de leur résidence principale, 2 - à suspendre les intérêts intercalaires, 3 - à confier à Mme Marielle Cohen-Branche, magistrate à la Cour de Cassation, une mission d'analyse et de propositions sur les relations entre les banques et les clients surendettés, sur les frais bancaires et sur le fonctionnement des comptes bancaires. Les autres mesures portent sur la simplification et la dématérialisation de la procédure d'échange d'informations entre les secrétariats des commissions de surendettement et les créanciers.

XVe conférence des Présidents des régions ultrapériphériques

Au cours de la conférence qui s'est tenue aux Canaries les 14 et 15 octobre 2009, les Présidents des régions ultrapériphériques de l'Union européenne (RUP), constatant que la crise financière, économique et sociale mondiale se traduisait par un ralentissement du processus de convergence, ont demandé à l'Union européenne (UE) de prendre des mesures concrètes et adaptées en faveur du développement durable des RUP. La Conférence a également souligné l'importance de poursuivre les concertations engagées entre l'UE et les RUP sur la place que doivent occuper les RUP au sein de l'Europe et sur le développement durable des RUP (intégration dans l'environnement géographique propre à chaque RUP, confirmation des stratégies de développement dans les secteurs d'avenir (énergies renouvelables, recherche).

Lutte contre le blanchiment des capitaux

Au cours de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 14 au 16 octobre 2009, le Groupement d'Action financière (GAFI) a pris des mesures pour identifier les pays présentant de hauts risques au plus tard en février 2010 et a publié une étude détaillée des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans le secteur des valeurs mobilières ainsi que de nouvelles lignes directrices pour le secteur de l'assurance-vie sur l'approche basée sur le risque.

Le communiqué est téléchargeable sur : <http://www.fatf-gafi.org>

Publication au Journal Officiel de la République

L'arrêté du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 22 septembre 2009 portant application des articles L. 562-1 et suivants du code monétaire et financier sur le gel des avoirs des personnes physiques, groupes et entités terroristes listés en annexe I et II pour une durée de six mois à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres Australes a été publié au Journal officiel de la République du 3 octobre 2009.

Service d'aide à la mobilité bancaire

Depuis le 1^{er} novembre 2009, les banques françaises mettent à disposition de leurs clients un nouveau service pour faciliter la mobilité bancaire, conformément à l'engagement pris en mai 2008. Ce service permet notamment la prise en charge à la place du client du transfert de toutes ses opérations de prélèvement et de virements vers un autre établissement bancaire.

Publications

L'habitat insalubre dans les DOM

Le rapport du député Serge Letchimy est disponible à l'adresse suivante :

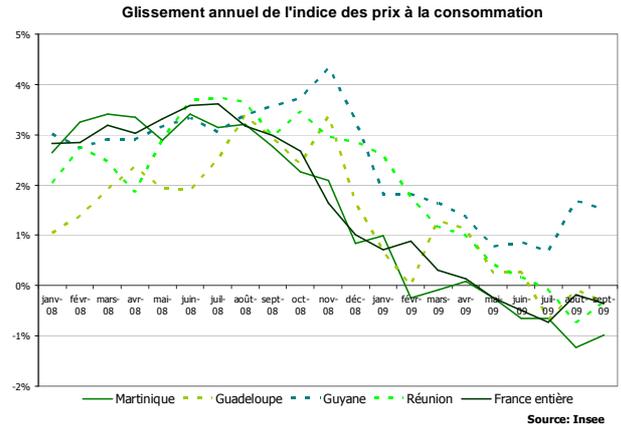
<http://www.outre-mer.gouv.fr/?l-habitat-insalubre-et-indigne-dans-les-departements-et-region-d.html>

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Légère reprise de l'inflation

L'indice des prix à la consommation s'établit à 121,6 en septembre (+ 0,6 % par rapport au mois précédent). Sur un an, les prix poursuivent leur tendance baissière (- 1 %).

Entre août et septembre, les prix de l'alimentation s'inscrivent en hausse de 0,9 %, portés par l'augmentation du prix des produits frais (+ 3,7 %). Les prix des produits manufacturés demeurent relativement stables (+ 0,2 %). L'indice des prix de l'énergie s'accroît de 3,7 %, résultant de la hausse de 4,3 % des produits pétroliers et de 1,9 % de l'électricité. Enfin, les prix des services affichent une légère hausse de 0,2 %, en raison notamment du renchérissement des loyers et services rattachés (+ 1 %).



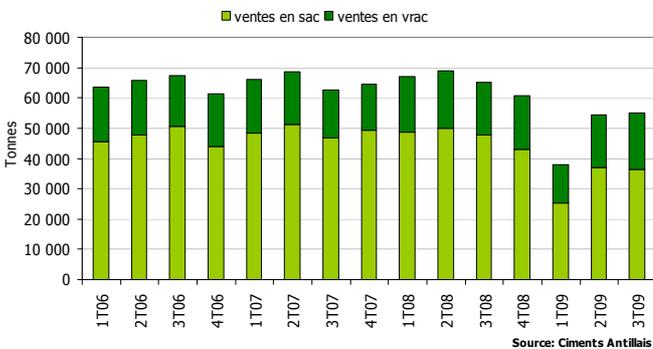
BTP : un secteur touché par la crise

Le secteur du BTP est durement touché par le retournement de conjoncture. Selon la Chambre des Métiers, 714 artisans ont totalement cessé leur activité de janvier à septembre 2009, en raison de la forte baisse des commandes publiques et privées.

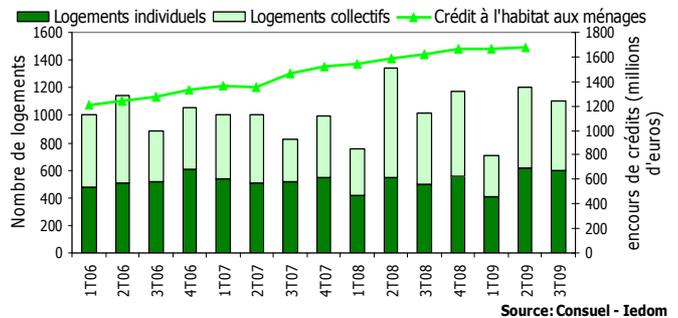
A fin septembre 2009, les ventes cumulées de ciment atteignent 147,5 milliers de tonnes et enregistrent un repli de 27,3 % par rapport à la même période de 2008. Dans le détail, les ventes de ciment en sacs diminuent de 10,7 % tandis que celles en vrac se replient de 32,6 %. Ces évolutions sont à rapprocher du ralentissement de l'activité économique et de la chute des ventes au premier trimestre 2009, lors du mouvement social.

Le nombre d'attestations de conformité électrique est en repli de 3,3 % à fin septembre 2009 (en cumul depuis le début de l'année). La nette réduction du nombre d'attestations délivrées aux logements collectifs (- 16,3 %) n'est pas compensée par l'accroissement de celles attribuées aux logements individuels (+11,5 %). L'atonie du marché immobilier est reflétée par la faible évolution des encours des crédits à l'habitat (+ 0,3 % au premier semestre).

Ventes de ciment



Attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel et Crédits à l'habitat des ménages

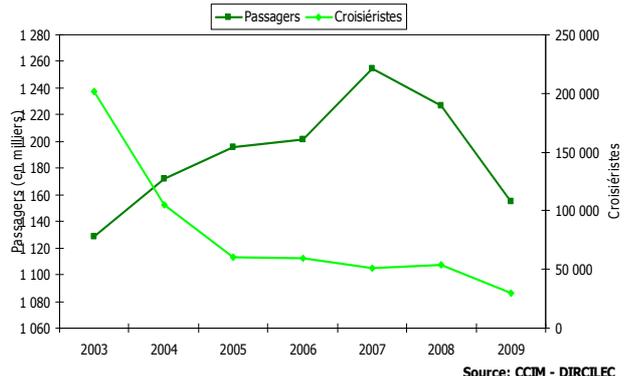


Tourisme : une reprise attendue pour les croisiéristes en 2010

Le nombre de croisiéristes s'établit à 29 650, en données cumulées à la fin du 3^{ème} trimestre 2009, indiquant une chute de 45 % sur un an. Une reprise serait toutefois attendue pour la saison 2009-2010, avec 111 escales programmées et 125 634 croisiéristes. La saison a débuté le 6 octobre dernier, avec l'arrivée du navire « Pacific Dream ».

Le nombre de passagers à l'aéroport international Aimé Césaire, est également en baisse depuis le début de l'année (- 5,9 %). Afin de desservir la province, Air Caraïbes a mis en place un partenariat avec la SNCF, permettant aux passagers d'assurer une continuité avec la province par le train.

Evolution du nombre de passagers de l'aéroport et du nombre de croisiéristes (cumul à fin septembre)



Repli de l'emploi dans le secteur privé

Selon les données de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité Sociale), l'emploi du secteur privé s'est de nouveau dégradé au deuxième trimestre 2009, dans les DOM. Le nombre d'emplois a enregistré une chute de 4,7 % par rapport au deuxième trimestre 2008 alors qu'il ne diminue que de 1,2 % pour la France entière. La Martinique (- 3,7 %) connaît une baisse relativement moins forte que la Guadeloupe (- 5,0 %) et la Réunion (- 6,1 %), la Guyane étant mieux orientée (+1,1 %).

ACTUALITE REGIONALE

Visite de la Ministre chargée de l'Outre-Mer

La Ministre chargée de l'outre-mer, accompagnée du Secrétaire d'Etat chargé du Commerce, de l'Artisanat, des PME et du Tourisme, s'est rendue à la Martinique les 11 et 12 novembre, pour participer à plusieurs rencontres avec les acteurs du tourisme et présenter les principales décisions du Comité Interministériel de l'Outre-Mer.

Fin de conflit sur le port de la Pointe-des-Grives

Après 5 jours de blocage, un protocole de fin de conflit a été signé, entre les dockers intérimaires et la direction. Ce protocole prévoit un réajustement du taux horaire des dockers intérimaires par rapport à celui des professionnels. La situation commençait à devenir critique pour les groupements de producteurs de bananes, qui s'étaient fixés comme objectif de rattraper les retards de production, suite au blocage de six semaines de février-mars.

Le secteur hospitalier en difficulté

Le personnel de l'hôpital de Colson a été en grève pendant plus d'une semaine pour protester contre des taux d'occupation des lits très élevés et l'absence de moyens. Près de 330 personnes seraient hospitalisées sur les trois sites de l'établissement public de la santé mentale (Colson, Trois Ilets et à Trinité). Le taux d'occupation dépasserait les 150 %.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- septembre 2009	121,6	+0,6 %	-1,0 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- août 2009	39 103	+4,2 %	+10,6 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- août 2009	24,0 %		+2,3 point
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- septembre 2009	14 035	+1,7 %	+16,3 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2009	28 430	+1,1 %	+2,2 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- août 2009	175,2	+0,8 %	-30,0 %
	Exportations (en M€)	- août 2009	15,8	+19,6 %	-61,2 %
	Taux de couverture mensuel:		9,0 %		-7,3 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- août 2009	286	+4,8 %	-5,7 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2009	282,1		-11,7 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Banane (source : DRCCRF)	Expéditions de bananes (tonnes)	- mai 2009	16 269	+83,6 %	-28,1
		- cumul annuel	73 618		+17,2 %
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- septembre 2009	85 136	-52,0 %	-3,5 %
		- cumul annuel	1 154 658		-5,9 %
Trafic Maritime (source : Dircilec)	Nombre de croisiéristes	- septembre 2009	88	ns	ns
		- cumul annuel	29 650		-45,4%
Construction (source: Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2009	18 435	+8,8 %	-12,2 %
		- cumul annuel	147 515		-27,3 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09
ANNEE 2008	3,99%	JO du 23/02/08

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)

Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3537%	0,3458%	0,3584%	0,3564%	0,4300%	0,7380%	1,0170%	1,2430%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Juillet	Août	Septembre	Octobre
3,72%	3,60%	3,65%	3,61%

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

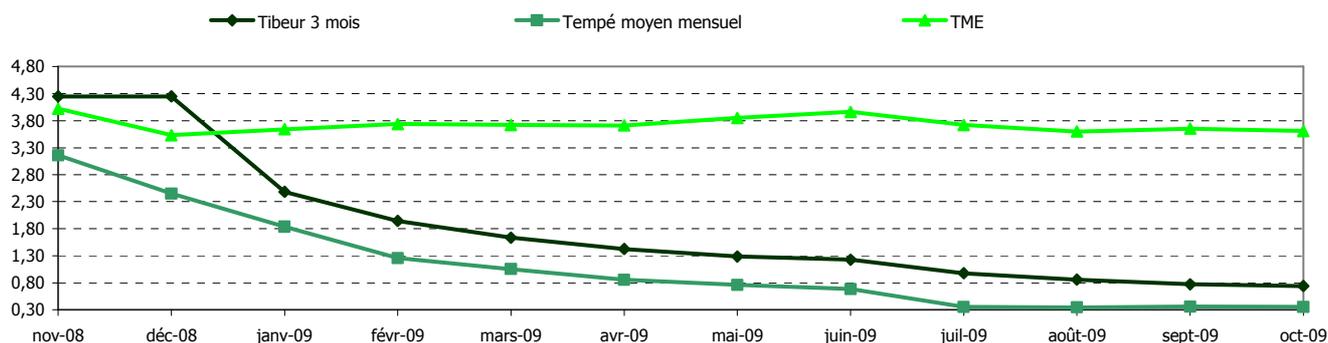
Juillet	Août	septembre	Octobre
3,92%	3,80%	3,85%	3,85%

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2009)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,72%			
Prêts à taux variable		6,12%			
Prêts relais		6,59%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,40%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		20,20%	Découverts en compte (1)		13,16%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		9,20%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

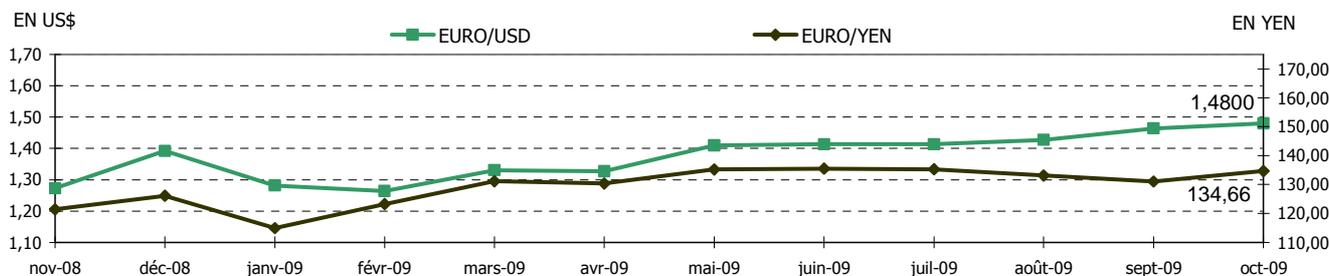
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4800	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,4519	EURO/SRD (Surinam)	4,06534
EURO/JPY (Japon)	134,6600	EURO/BWP (Botswana)	10,06060	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,65113
EURO/CAD (Canada)	1,5952	EURO/SCR (Seychelles)	15,7596	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,4743
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,89375	EURO/MUR (Maurice)	44,7218	EURO/BBD (La Barbade)	2,96216
EURO/SGD (Singapour)	2,0695	EURO/BRL (Brésil)	2,5574	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,36494
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,4702	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,18015	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2969,26	EURO/XCD (Dominique)	3,99891	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK